

Accord collectif national

EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES

ACCORD DU 15 AVRIL 2014
RELATIF À LA GESTION DES ORGANISMES PARITAIRES
ET À L'ORGANISATION DE LA REPRÉSENTATION

NOR : AGRS1497232M

PRÉAMBULE

Pour prendre en compte les nouvelles modalités de détermination de la représentativité, les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique à l'ensemble des organismes paritaires mis en place dans le cadre du champ tel qu'habituellement défini, c'est-à-dire pour les exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie aux 1° (à l'exception des entraîneurs de chevaux de courses, des centres équestres et des parcs zoologiques), 2°, 3° (à l'exception de l'Office national des forêts) et 4° (à l'exception de la conchyliculture) de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

Organisation de la représentation dans les instances paritaires issues d'accords nationaux entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er}

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs décident que :

1. Les sièges du collège salariés sont répartis entre les organisations syndicales de salariés selon un principe égalitaire. Dès lors, chaque organisation syndicale de salariés siégeant au sein de l'organisation paritaire bénéficie du même nombre de représentants ;

2. Le nombre de voix attribué à chaque organisation syndicale de salariés est calculé en fonction du poids relatif tel que déterminé dans l'arrêté du 27 novembre 2013 (*Journal officiel* du 11 janvier 2014) fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national. Le calcul est effectué systématiquement sur une base de 100 voix.

Ainsi :

2.1. Calcul de la répartition des voix entre organisations syndicales de salariés

ORGANISATION syndicale	POIDS RELATIF	S/100 VOIX
CGT	36,46 %	37
CFDT	24,38 %	24
FO	10,35 %	10
CFTC	13,77 %	14
SNCEA CFE-CGC	15,04 %	15
	100 %	100

2.2. Absence d'une organisation syndicale de salariés

En cas d'absence d'une organisation syndicale de salariés d'un organisme paritaire parce que non signataire, le poids relatif des organisations syndicales de salariés présentes, tel qu'issu de l'arrêté du 27 novembre 2013, est corrigé en recalculant un nouveau poids relatif.

Exemple : absence de la CGT

ORGANISATION syndicale	POIDS RELATIF	POIDS RELATIF corrigé	S/100 VOIX
CGT	36,46 %	/	/
CFDT	24,38 %	38,36 %	38
FO	10,35 %	16,29 %	16
CFTC	13,77 %	21,67 %	22
SNCEA CFE-CGC	15,04 %	23,67 %	24
	100 %	100 %	100

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs s'accordent pour prolonger les négociations sur l'absence ponctuelle d'une organisation.

Dans l'attente d'un éventuel avenant, lorsqu'une organisation syndicale de salariés est absente ponctuellement, le poids relatif, tel qu'issu de l'arrêté du 27 novembre 2013, de chaque organisation est maintenu et les voix attribuées à l'organisation absente sont comptabilisées comme des abstentions.

3. Le collège employeurs bénéficie du même nombre de voix que le collège salariés, soit 100 voix. Elles sont réparties entre les organisations professionnelles en fonction du nombre de sièges attribué à chacune de ces organisations. La valeur de chaque siège dépend du nombre de représentants présents ou ayant donné pouvoir de chaque organisation.

Ainsi :

- s'il y a 10 sièges dans le collège employeurs de l'organisme paritaire concerné, chaque siège vaut 10 voix (100 voix / 10 sièges) ;
- en cas d'absence de deux représentants, chaque siège vaut alors : 12,5 voix (100 voix / 8 sièges).

4. Lorsque l'attribution des voix par siège dans le collège employeurs demande l'application d'un arrondi, la règle est alors la suivante :

- s'il s'agit de l'arrondi supérieur : ce sont le ou les représentants présents ou ayant donné pouvoir du secteur représentant le plus de salariés à qui sont attribuées les voix à valeur majorée ;

- s'il s'agit de l'arrondi inférieur : ce sont le ou les représentants présents ou ayant donné pouvoir du secteur représentant le moins de salariés à qui sont attribuées les voix à valeur minorée.

La référence pour déterminer les secteurs représentant le plus ou le moins de salariés dans les exploitations et les entreprises agricoles est constituée par les masses salariales telles que fournies chaque année par le conseil d'administration de l'AFNCA en vue de procéder à la répartition des fonds entre organisations d'employeurs.

Ainsi :

- en cas d'absence de 3 représentants, chaque siège vaut 14,285 voix (100 voix / 7 sièges) ;
 - si on arrondit à 14,28 voix par représentant, le total des voix est de 99,6 ;
 - il faut donc modifier la valeur des voix pour 4 sièges à 14,29 pour permettre un résultat de 100.

Ces sièges à valeur majorée sont attribués au(x) représentant(s) présent(s) ou ayant donné pouvoir, du secteur représentant le plus de salariés ;

- en cas d'absence de 4 représentants, chaque siège vaut 16,666 voix (100 voix / 6 sièges) ;
 - si on arrondit à 16,7 voix par représentant, le total des voix est de 100,2 ;
 - il faut donc modifier la valeur des voix pour 2 sièges à 16,6 pour permettre un résultat de 100.

Ces sièges à valeur minorée sont attribués au(x) représentant(s) présent(s) ou ayant donné pouvoir, du secteur représentant le moins de salariés.

Les règles définies dans cet article s'appliquent, de fait, à l'ensemble des accords collectifs nationaux créant des organismes paritaires relevant du champ d'application du présent accord.

Article 3

Organisation de la représentation dans les instances paritaires issues d'accords locaux entrant dans le champ d'application défini à l'article 1^{er}

Il appartient aux organisations syndicales de salariés et aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives de définir les nouvelles règles de gestion des organisations paritaires issues de leurs accords locaux. A défaut, les dispositions conventionnelles existantes sont maintenues.

Cependant, les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs, dans un objectif de simplification et de cohérence, incitent les négociateurs locaux à appliquer les règles telles que définies dans cet accord.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature.

Article 5

Révision. – Dénonciation

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 6

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 15 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNSEA ;
FNEDT ;
FNB ;
UNEP ;
FFPF ;
FNCUMA ;
USRTL.

Syndicats de salariés :

CFDT-Agri ;
FNAF CGT ;
SNCEA CFE-CGC.